

elle devra gagner suffisamment pour acquitter les frais de ces aménagements. Pour que cela soit possible, des investissements encore plus considérables s'imposent. De même, les effectifs ouvriers qui sont de plus en plus nombreux, seront en mesure d'édifier et d'animer une économie canadienne en rapide expansion, industries primaires, industries manufacturières et services. Nous disposerons de la main-d'oeuvre, des ressources et des marchés pour ce formidable essor mais nous aurons besoin pour le financer de capitaux commerciaux en très grand nombre. Nous aurons besoin d'institutions et de programmes pour rendre l'épargne possible et l'acheminer effectivement vers les multiples investissements nécessaires. Apparemment, les occasions d'effectuer de bons placements ne manqueront pas, ni les bons emplois ni les revenus qu'ils rendront possibles, si nous gérons judicieusement nos affaires. Nous ne manquerons pas au Canada de quoi nous occuper.

Dans l'ensemble, notre taux d'épargne est élevé au Canada. Il compte, parmi les plus élevés du monde occidental. L'an dernier, l'épargne totale au Canada a été estimée à près de 12 milliards de dollars, dont près de 3.5 milliards en épargne personnelle sous une forme ou une autre, de 8 milliards d'épargne commerciale brute, y compris les allocations de coût en capital que nous permettons en vertu de notre législation fiscale à un taux relativement élevé par rapport à celles des autres pays. L'épargne nationale s'est élevée au cours de cette année-là à quatre-vingt-dix pour cent des investissements au Canada, y compris les stocks en mains. Cependant, en 1966, notre programme d'investissement était tellement important que nous avons enregistré une importation nette de capitaux de près de 1.25 milliard de dollars. L'entrée totale de capitaux a même été plus considérable parce qu'il y a eu une importante sortie compensatrice de capitaux canadiens dont une bonne partie retournait aux États-Unis. L'importation de capitaux a revêtu de multiples formes mais elle s'est présentée surtout sous forme d'achat par les investisseurs américains d'obligations canadiennes, et d'investissements directs par les compagnies américaines dans les entreprises canadiennes contrôlées par elles.

Quand nous envisageons les besoins considérables de capitaux dont le Canada aura besoin au cours des prochaines années, nous prévoyons en fournir nous-mêmes la majeure partie grâce à notre épargne, mais nous devons compter, à l'avenir comme par le passé, sur un volume considérable de capitaux importés. A dire vrai, cette importation de capitaux est indispensable non seulement pour suppléer à l'insuffisance de notre épargne mais encore pour permettre à notre pays de répondre à ses besoins de change vis-à-vis des États-Unis. Chaque année, vos transactions de compte courant avec le Canada, commerciales et autres, se soldent par un excédent considérable. C'est un des principaux soutiens de votre propre balance des paiements. Nous vous réglons cet excédent en partie avec l'excédent que nous rapportent nos échanges commerciaux outre-mer et notre production d'or, mais normalement cela est loin de suffire pour faire face à votre excédent courant avec le Canada. Seul le flux important de capitaux américains au Canada et les dollars que cela nous rapporte peuvent permettre à notre commerce mutuellement profitable de continuer de croître comme il l'a fait.

Dans l'élaboration des programmes et des lignes de conduite dont a besoin l'économie canadienne, nous comptons donc pour les années à venir sur un flux continu de capitaux en provenance des États-Unis et, en particulier, naturellement, en provenance de New-York et des institutions qui s'y trouvent.